

N° 93 / CA du Répertoire

N° 03-105 / CA du Greffe

Arrêt du 19 Mai 2005

AGBEHOUNKPAN Darius
C/

MISD-DGPN

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à AZOVE du 17 Juillet 2003, enregistrée au Greffe de la Cour le 24 Juillet 2003 sous le numéro 371/GCS, par laquelle Monsieur AGBEHOUNKPAN Darius, Brigadier-chef, en service au Commissariat de Police d'AZOVE, 04 BP 0074-Cotonou, a saisi la Cour d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre les Décisions n°189/MISD/DGPN/DAP SPRH/SP-C du 27 Février 2003 et n°0012/MISD/DGPN/DAP SPRH/SA du 05 Mars 2003 portant retrait de sa candidature au concours professionnel de recrutement de quinze (15) élèves officiers de paix au titre de l'année 2002 ;

Vu la Constitution du 11 Décembre 1990 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

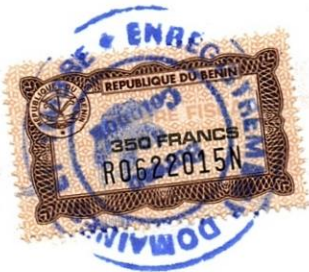
Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI**, en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO**, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettres n°s 974/GCS et 1069/GCS des 03 Septembre 2003 et 12 Mars 2004, le requérant a été mis en demeure de consigner au Greffe de la Cour dans le délai de quinze (15) jours, une somme de cinq mille (5.000) francs, conformément aux



dispositions de l'article 45 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n°90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

Que ces correspondances sont restées sans suite ;

Considérant qu'aux termes de l'article 45 susvisé, « le demandeur est tenu sous peine de déchéance, de consigner au Greffe de la Cour, une somme de cinq mille (5.000) francs dans le délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'Assistance Judiciaire dans le même délai. »

Considérant que la mise en demeure adressée au requérant étant restée sans suite ; que celui-ci n'ayant pas demandé l'assistance judiciaire ; il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre à sa charge les frais de la procédure.

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Monsieur AGBEHOUNKPAN Darius est déchu de son action.

Article 2 : Les frais sont à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent Arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (la Chambre Administrative), composée de :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative ;

PRESIDENT ;

**Emile TAKIN
Et
Francis A. HODE** }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi dix neuf Mai deux mille cinq, la Chambre Administrative composée comme ci-dessus, en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Me **Donatien H. VIGNINOU**,

GREFFIER ;


Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,



S. DOSSOUMON.-



B. HOUNDEKANDJI-CODJOVI.-

Le Greffier,

Donatien H. VIGNINOU.-

